

Chapitre 1 *L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie (4/5 le)*

Introduction :

- **Définir le sujet et son intérêt : s'interroger sur « mémoire » et « histoire »**

- « Mémoire » : relation qu'un individu entretient avec le passé (à ne pas confondre avec souvenir), donc induit la subjectivité
- « Histoire » : discipline savante qui étudie le passé, le récit produit par l'historien. Dans Histoire, on a idée de vérité, d'objectivité

Comment faire de l'histoire ?

⇒ Recueillir et confronter les récits, les actes officiels, etc.

Être critique car autant de mémoires que d'individus, mémoire sélective, évolutive, le témoin n'a pas de vision globale mais sa seule vision des choses, il y a des oublis

Mais l'histoire peut être instrumentalisée, utilisée souvent par des régimes politiques, qui définissent une histoire « officielle » à des fins de propagande. Accueil évité dans les démocraties quoique...

- **Enjeu du sujet** à propos de la guerre d'Algérie

Pré-acquis : revoir la décolonisation de l'Algérie (Programme de 1^{ère}, voir fiche récapitulative).

☞ Accroche :

- **doc. 1, page 40** – 2003, visite de Chirac en Algérie
- **doc. 2, page 41** – 2008, 50 ans de la crise du 13 mai 1958

Image de liesse, on pavoise aux couleurs de la France, sourires, portraits (hum !), foule (où sont les femmes ?) = relations chaleureuses = où est la vérité ?

À côté, célébration du retour de De Gaulle en 1958 = pieds-noirs trahis, ont tout perdu + massacres en 1962 après l'indépendance ... = 5 juillet 62 à Oran, on évoque près de 5000 morts (2000 en réalité)

→ Rancœur. Donc deux images contradictoires

= la sérénité ? Histoire dite et apaisée ? Qui est dans la vérité ? en réalité, conflits

Problématique générale :

Montrer pourquoi le travail d'histoire sur la Guerre d'Algérie reste difficile ?

Comment se traduit le conflit entre mémoire et histoire sur le sujet de la Guerre d'Algérie ?

1 - Deux versions de la Guerre d'Algérie

Sur chaque rive de la Méditerranée : une mémoire différente de la guerre...

Problématique : **Comment la mémoire évolue-t-elle ? Ces versions sont-elles de l'histoire ?**

I.1. En France, de la mémoire occultée au travail d'histoire

- Années 60-70 : l'oubli → pour B. Stora : « *la mémoire est ensevelie* ».

Indépendance de 1962 laisse de fortes blessures : rébellion d'une partie de l'armée, appelés du contingent, rapatriés, harkis, immigrants, violences, terrorisme de l'OAS...

Concernent deux millions de personnes impliquées directement dans la guerre.

Indépendance = Une perte, climat de violence et de désordre à la limite d'une guerre civile

→ Indépendance = fossoyeur de la IV^{ème} Rep.

= Le pouvoir gaulliste, qui s'installe organise le dépassement du conflit dans l'oubli officiel

Seulement quelques livres et films dont Yves Courrière, *La guerre d'Algérie*, 4 vol. vendus à > 1 M. d'ex., mais publications très contrôlées,

(diapo 3) voire censurées comme Henri Alleg, *La question*, 1958. : journaliste communiste, dirigeant Alger républicain, arrêté avec son ami Maurice Audin (universitaire, math disparu) et torturé en juin 1957. Dénonce cela dans son livre ce qui lui vaut une condamnation à 10 ans de prison. Décédé en juillet 2013.

→ 1968 : loi d'amnistie pour des membres de l'OAS, votée dans une totale indifférence

→ Pas de commémoration

→ Silence sur les événements les plus troubles ou les plus scandaleux au regard de l'éthique républicaine

- Années 80 : le réveil de la mémoire

1ers ouvrages d'histoire + entrée des « événements » dans les programmes scolaires (1983)

Surtout, grave malaise des descendants de Harkis et de la 2^{ème} génération d'immigrants algériens qui souffrent de racisme, discrimination, à la recherche d'une identité

(+ émergence et montée du Front national (dont JM Le Pen combattant en Algérie, dont des membres anciens de l'OAS, pieds noirs...)

⇒ Marche contre le racisme en 1983, révolte des enfants de Harkis en 1991

→ émergence de l'histoire de la décolonisation, en particulier pour l'Algérie

- Depuis la fin des années 1990 : la reconnaissance

Loi du 18 octobre 1999 : on nomme enfin « la Guerre d'Algérie »

→ reconnaissance des anciens combattants

Années 2000 : déferlement mémoriel (diapo 5)

- Accès aux archives facilité
- Révélations sur la torture etc, inauguration de plaques, rues, places...
- Choix d'une date de commémoration : 19 mars pour le cessez-le-feu (mais polémique, car ne marque pas la fin des violences) et inauguration d'un mémorial national pour les combattants morts en AFN à Paris (2003 : journée du 5 dec est nationale mais date absurde car date de l'inauguration du monument). Voir [document 1, page 47](#) et [discours de J. Chirac, page 56](#).
Intérêt cependant du monument qui associe la mémoire de tous les morts et disparus.

Donc, il faut du temps, un changement de génération, une volonté, une évolution aussi de la démocratie vers la transparence. Désormais, les historiens peuvent travailler.

I.2. En Algérie, la construction d'un mythe national

Objectif : étude critique de document...

Contexte :

L'indépendance de n'est pas faite dans l'unité.

Mais aussi une guerre entre Algériens : entre mouvements indépendantistes (FLN contre MNA) et au sein même du FLN miné par les luttes de pouvoir. Triomphe du FLN.

- 1965, coup d'état de Houari Boumediene : renverse le Pdt Ben Bella

⇒ Les militaires prennent en main la manière dont l'histoire doit être racontée.

👉 **Doc. 1, page 45** : La guerre célébrée

Décrire = présence massive dans l'espace public algérien de la mémoire de la guerre d'indépendance. Celle-ci est en effet savamment entretenue par le pouvoir en place qui en tire sa légitimité.

= une vision largement idéalisée : un peuple algérien uni et victorieux, qui semble empreint d'une puissante volonté d'aller de l'avant dans la construction d'une société nouvelle et égalitaire.

Esprit critique : On est particulièrement frappé par le contraste entre la femme tête nue brandissant le drapeau algérien sur le panneau, et les deux femmes entièrement voilées qui passent en dessous. Un décalage entre l'idéal et la réalité, mais aussi entre l'Algérie des années 1960 dirigée par un FLN tiers-mondiste et socialisant et celle des années 1980 marquée par la montée des idées islamistes qui aboutiront à la victoire du FIS en 1992 et, in fine, à la guerre civile.

Expliquer - L'Etat écrit une histoire officielle, contrôlée :

Dans les manuels scolaires, une seule version de manuel par niveau, éditée par le MEN.

Un mythe officiel de l'unité du peuple algérien (arabe et musulman) contre l'opresseur français.

Ainsi, la guerre d'indépendance, appelée « Révolution » est fondatrice de la nation et de l'Etat

Le peuple en armes = le seul héros de la guerre : « *Un seul héros, le peuple* », on minimise le rôle des groupes nationalistes rivaux du FLN, devenu parti unique. On affiche l'unité nationale arabo-musulmane (voir drapeau), niant les spécificités berbères (en particulier pour les Kabyles).

→ Indique le chiffre « *d'un million et demi de martyrs* » (or 300 000 victimes en réalité)

→ L'Etat finance de nombreux monuments : Voir le monument du martyr à Alger inauguré en 1982.

Mémoire occultée et amnésie organisées pour construire l'unité nationale sous autorité de l'armée.

A partir des années 80, l'unanimité imposée se fissure :

Plusieurs événements remettent en cause l'unité arabo-musulmane voulue par le FLN, sur laquelle il fonde sa légitimité.

- Printemps berbère en 1980 qui demande la reconnaissance de la langue et de la culture (Kabylie)
- Violentes émeutes en 1986 puis surtout en octobre 1988 à Alger, jeunesse en tête qui ne se reconnaît pas dans le FLN, qui débouchent sur le pluralisme → réhabilitation de certains leaders, libération de Ben Bella en 1979.
- Mais en 1991, élections annulées car donnaient le FIS vainqueur

→ Dix années noires, jusqu'en 2002, actes terroristes du FIS et du GIA qui contestent l'autorité de l'Etat = 150 000 morts.

→ + attentats du GIA en France en 1995-1996 qui crispent la mémoire...

Depuis 1999, Bouteflika reprend l'effort de réhabilitation, publication de témoignages dans la presse et l'édition, diffusion de quelques travaux d'historiens étrangers, musées écoles rues et places nommées...

Mais cela reste très difficile : époque coloniale = oppression et la guerre reste l'élément fondateur.

D'ailleurs historiens algériens obligés de communiquer leurs interventions au pouvoir avant de participer à un colloque à l'étranger...

Donc, ce n'est pas de l'Histoire, mais une histoire officielle fondée sur une mémoire instrumentalisée. Beaucoup d'acteurs occultés.

Conclusion :

Le contexte historique de chacun détermine la démarche vers un travail d'historien.

La mémoire est sélective, évolutive en fonction de ce contexte mais elle passe par les mêmes phases : oubli ou mensonge, révélations et contestations, travail d'histoire et acceptation officielle.

Dans le cas du passé franco-algérien, rôle de l'Etat essentiel pour l'avancée du travail d'histoire : rôle d'impulsion ou frein ? Enjeu démocratique important.

Pourquoi en France cela prend-il tant d'années ? → bcp d'

Une mémoire commune aux deux pays est-elle possible ? Le passé entache les relations entre les deux.

Des progrès : Sarkozy en Algérie en 2007, Hollande en 2012 avec très beau discours sur le travail d'histoire (doc. 1, page 53).

11. Ex France, des mémoires conflictuelles

Alors qu'en Algérie, les mémoires sont muselées et le travail d'histoire ne peut être effectué correctement de manière objective, en France, de multiples mémoires des événements s'affrontent.

Problématique : En quoi les mémoires sont-elles concurrentes et conflictuelles ?

Thème	Acteurs ou détenteurs d'une mémoire	Quelle mémoire ? Quel rôle ? Débats et polémiques ? Revendications ?
La « NOSTALGERIE »	Pages 48-49 Rapatriés et leurs descendants	<p>1. <i>Montrez qu'ils constituent un groupe très structuré à forte identité.</i></p> <p>Les rapatriés d'Algérie (800 000 personnes) et leurs descendants : reçoivent un accueil mitigé en France, demandent la reconnaissance d'un statut de victime, des indemnités, forment des associations, éditent des organes de presse (<i>le Cri du rapatrié</i>, page 48) cultivent une sociabilité et une très forte solidarité qui entretient le souvenir du pays perdu (pèlerinage de Notre Dame de Santa Cruz à Nîmes – Mur des disparus à Perpignan en 2007 –, ... et Enrico Macias</p> <p>Souffrent de la perte du pays, mais aussi d'être confondus avec l'OAS et le FN.</p> <p>Opposés à la commémoration du 19 mars car début des violences, règlements de compte... « la valise ou le cercueil » !</p>
	Membres de l'OAS et factions + nationalistes	<p>sont présents dans certains mouvements politiques comme le FN</p> <p>Structurent certaines associations pieds-noirs</p> <p>Organisent la commémoration : stèle du cimetière de Marignane en mémoire des membres de l'OAS fusillés !</p>
Les combattants	Doc. 6, page 51 + Les cadres de l'armée	<p>2. <i>Comment les officiers analysent-ils le recours à la torture ?</i></p> <p>engagés dans la lutte contre l'insurrection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contradictions éthiques entre une situation de guerre et les formes les plus radicales et les plus contestables de la lutte (utilisation de la torture) <p>Ex, en juin 2000, dans <i>Le Monde</i>, les responsables de la bataille d'Alger - Massu et Aussaresses – reconnaissent l'usage de la torture par l'armée française, tout en clamant qu'elle était nécessaire dans le contexte ... Assument et aucun regret</p> <ul style="list-style-type: none"> - malaise, induit tant par les revirements politiques qui ont déterminé l'issue du conflit que par l'abandon de ceux des Algériens qui avaient lié leur sort à la France (harkis).

	<p>Doc. 1, 3, 4 et 5, pages 50-51</p> <p>Voir aussi site FNACA : http://www.fnaca.org</p> <p>Les appelés du contingent et associations d'anciens combattants (FNACA)</p>	<p>3. <i>Comment la guerre a-t-elle marqué la mémoire des appelés ?</i></p> <p>4. <i>Quelles sont leurs revendications ?</i></p> <p>Veulent défendre les droits des anciens combattants : statut en 1974</p> <ul style="list-style-type: none"> - attachés à la commémoration du 19 mars, - cumulent une mémoire de la contrainte à faire une guerre qu'ils n'avaient pas choisie et une mémoire de leur participation à une répression dont certains aspects blessent leur sens moral. <p>= une histoire liée à leur jeunesse, beaucoup de silences et de non-dits</p> <p>En même temps, compter quelques 12 000 insoumis, objecteurs et entre 800 et 900 déserteurs.</p>
	<p>Doc. 2, page 47</p> <p>Les Harkis</p>	<p>5. <i>Expliquez les revendications des Harkis.</i></p> <p>Appelés « supplétifs » - estimés à 40 000 : ont combattu dans l'armée française (supplétifs) contre le FLN mais sont totalement négligés, logés dans des camps de transit, puis cités et se révoltent,</p> <p>Les 260 000 autres sont abandonnés sur place où ils sont considérés comme traîtres et beaucoup sont massacrés.</p> <p>Ceux qui ont gagné la France, manifestent leur douleur à partir des années 70 et demandent des réparations).</p> <p>= cumulent une mémoire du pays perdu, une mémoire des violences du conflit et une mémoire douloureuse de leur accueil en France après la guerre.</p> <p>Ont transmis cette mémoire à leurs enfants et petits enfants</p> <p>Depuis 2001, une journée d'hommage national leur est réservée (25 septembre).</p>
Les anti-colonialistes	<p>Les Algériens de France</p>	<p>Descendants des Harkis et immigrés d'Algérie : estimés à 2 Millions</p> <ul style="list-style-type: none"> - une mémoire de la guerre qui puise aux sources de la mémoire officielle de l'autre rive de la Méditerranée. <p>Les enfants et petits-enfants, demandent reconnaissance de leur identité, mettent en accusation le syst colonial, le racisme colonial qui survit.</p> <p>--> s'engagent contre le racisme</p>
	<p>Intellectuels (écrivains, cinéastes...)</p> <p>Syndicats et partis politiques</p>	<p>Une mémoire qui valorise la pertinence de leur combat et l'honneur particulier que l'on trouve dans l'engagement éthique lorsqu'il est à contre-courant des comportements majoritaires, pertinence légitimée par le fait que leur aventure s'achève dans le sens de l'histoire.</p> <p>= de nombreux intellectuels dénoncent la guerre : Sartre, Aron,</p> <p>On fait beaucoup de reproches à Camus né en Algérie et très attaché à son pays. s'oppose à Sartre et s'engage peu mais meurt en 1960.</p> <p>Après la guerre, les intellectuels veulent révéler :</p> <ul style="list-style-type: none"> . censure d'Henri Alleg en 1958, . Film <i>la Bataille d'Alger</i>, de Gillo Pontecorvo en 1966, hué au festival de Venise mais reçoit le Lion d'Or avec protestations officielles du gvt français, diffusé seulement en 1971 en France. <p>Après mai 1968, succès d'un certain nombre de films anti colonialistes : <i>Avoir 20 ans dans les Aurès</i> de René Vautier (1972), <i>R.A.S.</i> d'Yves Boisset (1973), <i>la Question</i> de Laurent Heymann (1976)</p> <p>Actuellement, de nouveaux films qui font polémique : <i>L'ennemi intime</i> ou surtout <i>Hors la Loi</i> de Rachid Bouchareb (2010)</p> <p>Syndicats et parti politique (plutôt de gauche) ont milité pour la reconnaissance et la commémoration d'épisodes dramatiques.</p>

Conclusion :

Dans toutes ces mémoires : une logique victimaire

Des mémoires si différentes et contradictoires → entrent en conflit sur des questions brûlantes : la colonisation, la violence, la torture, les relations, le bien-fondé des comportements,...

Ces questions douloureuses traversent les générations et génèrent de nouveaux conflits (sociaux) au sein de la société française, perturbent les relations franco-algériennes,...

III - De la mémoire à l'histoire (1heure)

Entre le contexte dans chaque Etat et les conflits de mémoire, le travail d'histoire est difficile.

Problématique : **Comment passer de la mémoire à l'histoire ?**

III.1. Mettre en lumière des faits occultés voir pages – 42, 46

Les sujets occultés, objets de polémiques, mais qui se traduisent en victimes :

- L'utilisation de la torture par l'armée française, l'utilisation de violences par le FLN (qui élimine aussi les membres d'org concurrentes comme le MNA) - affaire Maurice Audin, massacres de villages qui abritaient des membres du MNA,...
- La répression des manifestations du 17 octobre 1961 à Paris : algériens qui manifestaient de manière pacifique contre le couvre-feu qui leur est imposé. Répression violente qui a fait des dizaines de morts (entre 50 et 300) et des milliers d'arrestations, dans une très grande violence.
- Manifestations et massacres du métro Charonne à Paris le 8 février 1962 : manif à l'appel du PC contre les agissements de l'OAS et pour la paix → 8 morts
- Après l'indépendance : Exécution de pieds-noirs (massacres à Oran en juillet 1962) et Harkis restés en Algérie après l'indépendance.

III.2. La relation entre l'histoire et l'Etat, la société...

Le travail d'histoire pose plusieurs problèmes : voir pages – 94-95

- L'accès aux sources

En Algérie : archives non consultables → historiens algériens viennent travailler en France

Ouverture d'un fonds à Aix-en Provence en 1966, fonds totalement consultable depuis 1992 (fin du délai de 30 ans)

→ mais à qui sont ces archives ? La question de la restitution des archives à l'Algérie se pose toujours... certaines ont été restituées (plan de mines, cadastres, mais pas les sujets sensibles !)

Difficulté de travailler avec les témoignages car mémoires conflictuelles.

- Le problème de la liberté du chercheur

Les historiens des deux pays tentent de travailler ensemble et d'établir un dialogue, mais nécessité d'un travail indépendant de l'Etat des groupes de pression et du volontarisme d'Etat.

→ Ex de la mobilisation des chercheurs et enseignants contre la loi mémorielle de 2005 sur le rôle positif de la colonisation (vision erronée, partielle et partiale = histoire officielle en contradiction avec les travaux de recherche en cours).

Grande polémique autour de la X des lois mémorielles (voir doc. 3, page 47).

- Lois mémorielles = ingérence du politique dans le travail de l'historien. (à compléter par Appel de l'association pour la liberté de l'historien)

Surtout sur la loi de 2005 au sujet du « rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord »

« L'histoire n'est pas une religion... L'historien n'accepte aucun dogme, ne respecte aucun interdit, ne connaît pas de tabous, il peut être dérangeant. [...] L'histoire n'est pas la morale. [...] Dans un Etat libre, il n'appartient ni au Parlement ni à l'autorité judiciaire de définir la vérité historique »

Le problème : action de groupes de pression et tentative d'histoire officielle, atteinte à la liberté intellectuelle, même dans les démocraties !

- Une histoire commune ?

Pierre Vidal Naquet dès 1957 lance le comité Maurice Audin..

1988 : 1^{er} colloque universitaire sur la guerre d'Algérie dirigé par JP Rioux. JF Sirinelli, Guy Pervillé

Travaux essentiels de Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli* en 1991 ; et Guy Pervillé, mais aussi Mohammed Harbi, Daho Djerbal avec publication d'ouvrages communs.

2000 : soutenance de thèse de Raphaëlle Branche sur « *La torture et l'armée pendant la Guerre d'Algérie, 1954-1962* ».

Conclusion :

Un processus très lent, très dépendant du contexte, de la survie des témoins, de l'influence des groupes de pression, de l'évolution démocratique. Parfois même dangereux (menaces sur B. Stora).

Conclusion générale sur le chapitre : Pourquoi l'écriture de l'histoire de la Guerre d'Algérie est-elle si compliquée ? Parce qu'elle est l'objet de pressions créées par des mémoires conflictuelles où l'historien rencontre des difficultés à imposer sa méthode : consultation et confrontation de sources, vision non partisane, écriture, diffusion. La question des mémoires de la guerre d'Algérie n'est pas encore totalement entrée dans l'histoire, encore très proche et brûlante, l'histoire n'est pas libérée de ses enjeux nationalistes et politiques des deux côtés de la Méditerranée.